

Fondation de libre passage indépendante Schwyz

## **Règlement de prévoyance**

Fondation de libre passage indépendante Schwyz

## Table des matières

---

Art. 1	Objectif
Art. 2	Convention de libre passage - demande d'ouverture de compte ou de
Art. 3	Ouverture de relations de compte et de dépôt
Art. 4	Compte de libre passage
Art. 5	Rémunération du compte de libre passage
Art. 6	Dépôt de libre passage (portefeuille titres)
Art. 7	Placements sous forme de portefeuille titres
Art. 8	Respect et surveillance des directives de placement dans le cadre de mandats de gestion de patrimoine
Art. 9	Devoir d'information
Art. 10	Dissolution ordinaire de la relation de compte et de dépôt
Art. 11	Prestation en cas de décès
Art. 12	Dissolution anticipée de la relation de compte et de dépôt de la part de
Art. 13	Dissolution anticipée de la relation de compte et de dépôt et versement de l'avoir
Art. 14	Orientation de la prestation
Art. 15	Mise en gage et cession
Art. 16	Encouragement à l'accession à la propriété
Art. 17	Divorce
Art. 18	Activité indépendante
Art. 19	Règlement tarifaire
Art. 20	Centrale du 2ème pilier
Art. 21	Obligation de déclaration fiscale
Art. 22	Responsabilité
Art. 23	Devoir de diligence
Art. 24	Langue de référence
Art. 25	Lacunes du règlement
Art. 26	Modifications du règlement
Art. 27	Notifications électroniques
Art. 28	Sous réserve des dispositions légales
Art. 29	For juridique et droit applicable
Art. 30	Entrée en vigueur

## Règlement de prévoyance

---

En vertu de l'art. 6 des statuts de la Fondation de libre passage indépendante (« Fondation »), le Conseil de la fondation adopte le règlement de prévoyance suivant :

### **Art. 1 Objectif**

---

Le présent règlement de prévoyance régit les droits et les devoirs du preneur de prévoyance et des ayants droit, ci-après désignés « preneur de prévoyance », envers la Fondation.

### **Art. 2 Convention de libre passage - demande d'ouverture de compte ou de dépôt**

---

1. L'affiliation à la Fondation est effective à la signature de la convention de libre passage et prend fin par sa dissolution.
2. Le preneur de prévoyance demande à la Fondation l'ouverture d'un compte ou d'un dépôt à l'aide du formulaire correspondant.
3. La décision de conclure, ou non, la convention de libre passage est du ressort de la direction de la Fondation. Le conseil de la Fondation édicte les directives correspondantes.
4. Par la conclusion de la convention de libre passage, le preneur de prévoyance est habilité à transférer à la Fondation des prestations de sortie ou des prestations de libre passage.

### **Art. 3 Ouverture de relations de compte et de dépôt**

---

1. Le preneur de prévoyance a la possibilité de choisir entre l'option compte ou l'option portefeuille titres.
2. Pour chaque preneur de prévoyance, la Fondation ouvre auprès d'une banque dépendant de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) (« banque de dépôt ») un compte de libre passage ou un dépôt de libre passage au nom de ce dernier.
3. Seuls les prestations de sortie et les avoirs de libre passage d'institutions de prévoyance et de libre passage exonérées d'impôts peuvent être versées sur le compte ou le dépôt de libre passage. Les placements ultérieurs sont possibles uniquement dans la mesure où il s'agit de prestations de sortie ou d'avoirs de prévoyance d'une institution de prévoyance ou d'une fondation de libre passage ou de remboursements conformes à l'art. 30d LPP.
4. Le preneur de prévoyance est tenu d'informer la Fondation au sujet de la prestation de sortie et de l'avoir de libre passage issus d'anciens contrats de prévoyance.

### **Art. 4 Compte de libre passage**

---

1. Le preneur de prévoyance doit faire lui-même la demande d'ouverture d'un compte de libre passage.
2. Sont crédités, entre autres, sur le compte de libre passage :
  - a. Les prestations de sortie et avoirs de libre passage
  - b. Les versements éventuels d'autres institutions exonérées d'impôts servant au maintien de la prévoyance
  - c. Les transferts de la division de l'avoir de prévoyance en cas de divorce
  - d. Les remboursements conformes à l'art. 30d LPP
  - e. Le produit des intérêts
3. Montants débités du compte de libre passage :
  - a. Les transferts vers d'autres institutions de prévoyance et de libre passage
  - b. Transfert de l'avoir de prévoyance en cas de divorce
  - c. Les revenus du preneur de prévoyance dans le cadre des dispositions légales
  - d. Les indemnités de la fondation, du conseiller, du gérant de patrimoine et autres tiers conformément aux règlements de la Fondation et à la convention de libre passage
  - e. Les primes de risque éventuelles
4. Le montant du capital de prévoyance correspond à la prestation de sortie fournie avec les intérêts, en déduction des frais visés dans le chiffre 3.

### **Art. 5 Rémunération du compte de libre passage**

---

1. Le taux d'intérêt du compte de libre passage est fixé par le conseil de la Fondation. Les modifications sont notifiées au preneur de prévoyance par écrit ou par notification électronique. Le taux d'intérêt en vigueur est publié sur [www.uvzh.ch](http://www.uvzh.ch) ou [www.unabhaengigevorsorge.ch](http://www.unabhaengigevorsorge.ch) et disponible sur demande auprès de la Fondation.
2. Les intérêts sont crédités à la fin de chaque année calendaire.
3. Si le preneur de prévoyance quitte la Fondation en cours d'année, les intérêts sont calculés au pro rata temporis à la date de valeur de son départ.

#### **Art. 6 Dépôt de libre passage (portefeuille titres)**

---

1. Le preneur de prévoyance doit effectuer une demande d'ouverture de dépôt de libre passage auprès de la Fondation. Il peut donner mandat à la Fondation pour placer une partie ou l'intégralité du solde de son capital prévoyance en titres conformément à l'art. 7.
2. La Fondation acquiert les fonds placés pour le compte individuel du preneur de prévoyance. Lors du placement d'avoirs de prévoyance en titres, il n'existe aucun droit à un taux d'intérêt minimum ni au maintien de la valeur du capital. Le risque lié au placement est assumé par le seul preneur de prévoyance.
3. Les ordres d'achat et de vente du preneur de prévoyance auprès de la Fondation peuvent être effectués à tout moment selon les termes énoncés au chiffre 4. Le traitement en temps utile des ordres a lieu sur la base du règlement des jours fériés du canton du siège de la Fondation, de la banque de dépôt et des jours et horaires de transaction de la place boursière concernée.
4. Les ordres d'achat et de vente sont exécutés au minimum une fois par semaine. Afin de permettre d'investir, les placements doivent être crédités sur le compte ou le dépôt du preneur de prévoyance à la date de valeur trois jours ouvrables avant la date du placement et crédités trois jours ouvrables avant la date de placement. La Fondation n'est pas responsable en cas de retard éventuel, sous réserve de négligence grave.
5. Le prix d'émission et de rachat correspond au prix estimé à la date d'évaluation par la direction du fonds, sachant que la Fondation peut prélever une commission d'émission et/ou de rachat pour les frais encourus. En cas de cession des parts, le produit est crédité sur le compte du preneur de prévoyance.
6. Sont crédités, entre autres, sur le compte de libre passage :
  - a. Les prestations de sortie et avoirs de libre
  - b. Les versements éventuels d'autres institutions exonérées d'impôts servant au maintien de la prévoyance
  - c. Les transferts de la division de l'avoir de prévoyance en cas de divorce
  - d. Les remboursements conformes à l'art. 30d LPP
7. Sont débités, entre autres, du compte de libre passage :
  - a. Les transferts vers d'autres institutions de prévoyance et de libre passage
  - b. Transfert de l'avoir de prévoyance en cas de divorce
  - c. Les revenus du preneur de prévoyance dans le cadre des dispositions légales
  - d. Les indemnités de la Fondation, du mandataire et de l'agent, le courtage, les droits de timbre et de dépôt ainsi que les frais de gestion de patrimoine conformément aux règlements de la Fondation et à la convention de libre passage.

- e. Les frais d'intermédiation et de conseil avec l'accord explicite et écrit du preneur de prévoyance
- f. Les primes de risque éventuelles

8. En cas de liquidités insuffisantes, la Fondation peut céder des titres de valeur équivalente aux indemnités et débiter le compte de libre passage du montant correspondant.

#### **Art. 7 Placements sous forme de portefeuille titres**

---

1. Le conseil de la Fondation décide, conformément aux termes de l'art. 19a OLP, des options de placement qui sont proposées au preneur de prévoyance et détermine les directives de placement.
2. Les placements collectifs doivent être soumis à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et être autorisés à la distribution en Suisse par cette dernière.
3. Les instruments de placement qui entrent en ligne de compte sont principalement les groupes de placement de fondations de placement, les tranches institutionnelles de fonds de placement, les tranches de fonds exonérées de suppléments de rétrocession ainsi que les ETFs.
4. Les mandats de gestion patrimoine peuvent être mis en œuvre avec des placements directs ou des placements collectifs. Si, exceptionnellement, dans le cadre de mandats de gestion de patrimoine, des fonds qui sont soumis à des suppléments de rétrocession sont utilisés, ceux-ci sont attribués au preneur de prévoyance.

#### **Art. 8 Respect et surveillance des directives de placement en cas de mandat de gestion de la fortune**

---

1. Les personnes chargées de la gestion de la fortune sont responsables quant au respect constant des directives de placement visées aux art. 71 al. 1 LPP, art. 49-58 OPP 2 et art. 19-19a OLP. La Fondation procède à la surveillance continue du respect des mandats de gestion de la fortune.
2. Le conseil de la Fondation régit les détails de la procédure de surveillance des directives de placement.

#### **Art. 9 Devoir d'information**

---

1. Suite à l'ouverture du compte de libre passage, le preneur de prévoyance reçoit de la part de la Fondation une confirmation et, en début d'année, un relevé de compte ou de dépôt de l'année écoulée mentionnant toutes les transactions, y compris le montant des intérêts, et le solde des avoirs de prévoyance
2. Le preneur de prévoyance doit informer la

Fondation de tout changement d'adresse, de nom et d'état civil. Si le preneur de prévoyance est marié, il doit également informer la Fondation de la date de son mariage. La Fondation n'assume aucune responsabilité pour les conséquences des retards ou erreurs d'adresse et de données personnelles. Les communications adressées aux preneurs de prévoyance sont considérées comme dûment adressées lorsqu'elles ont été envoyées à la dernière adresse connue de la Fondation ou si elles peuvent être consultées sur le portail client.

3. L'intégralité de la correspondance du preneur de prévoyance est à adresser directement à la Fondation et/ou au conseiller responsable conformément au formulaire de demande. L'adresse de la Fondation est disponible sur [www.uvzh.ch](http://www.uvzh.ch) et [www.unabhaengigevorsorge.ch](http://www.unabhaengigevorsorge.ch).

#### **Art. 10 Dissolution ordinaire de la relation de compte et de dépôt**

La prestation de vieillesse peut être versée au preneur de prévoyance au plus tôt cinq ans avant ou au plus tard cinq ans après l'âge ordinaire de la retraite selon l'AVS conformément à l'art. 13 LPP.

#### **Art. 11 Prestation en cas de décès**

1. En cas de décès du preneur de prévoyance avant l'âge ordinaire de la retraite, sont considérées comme ayants droit les personnes mentionnées ci-après dans l'ordre suivant (art. 15 alinéa 1 let. b OLP)
  - a. les héritiers conformément à l'art. 19, 19a et 20 LPP
  - b. les personnes physiques ayant été soutenues dans une forte mesure par le preneur de prévoyance, ou la personne ayant vécu de manière ininterrompue avec le preneur de prévoyance pendant les cinq dernières années ou devant assurer l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs
  - c. les enfants du défunt ne remplissant pas les conditions conformes à l'art. 20 LPP, les parents ou les frères et sœurs
  - d. les autres héritiers légaux à l'exclusion du domaine communautaire
2. Le preneur de prévoyance peut, conformément à l'art. 15 alinéa 2 OLP de la convention de libre passage, définir plus précisément les droits des ayants droit et élargir le cercle des personnes conformément au chiffre 1a à ceux du chiffre 1b. Le preneur de prévoyance peut, par ailleurs, déterminer de quelles parts il souhaite faire bénéficier les ayants droit.
3. Les ayants droit doivent fournir à la Fondation un justificatif pour motiver le paiement. S'il existe plusieurs bénéficiaires, ils doivent demander le paiement collectivement ou fixer la répartition en accord avec l'ensemble des ayants droit. Dans le cas contraire, le paiement a lieu à parts égales.

#### **Art. 12 Dissolution anticipée de la relation de compte et de dépôt de la part de la Fondation**

Si les avoirs de libre passage ne sont pas crédités dans les 3 mois à compter de l'ouverture du compte ou dépôt de libre passage auprès de la banque de dépôt, la Fondation se réserve le droit de suspendre le compte ou le dépôt de libre passage.

#### **Art. 13 Dissolution anticipée de la relation de compte et de dépôt et versement de l'avoir**

1. Un transfert anticipé de l'avoir de prévoyance est autorisé si le preneur de prévoyance utilise ledit avoir pour le transférer dans une institution de prévoyance ou de libre passage.
2. L'avoir de prévoyance peut être versé à la demande du preneur de prévoyance dans la mesure où celui-ci perçoit une rente d'invalidité versée par l'assurance invalidité fédérale (AI) et où le risque d'invalidité n'est pas assuré.
3. Un versement anticipé en espèces est autorisé si :
  - a. le preneur d'assurance quitte la Suisse. Sous réserve de l'art. 25f LFLP.
  - b. Le preneur de prévoyance débute une activité indépendante et n'est plus soumis à l'obligation de prévoyance professionnelle. Art. 18 du présent règlement précise les autres détails.
  - c. L'avoir de prévoyance est moins important que le montant estimé des cotisations du preneur de prévoyance pour une année entière lors du rapport de prévoyance précédent.
4. Un versement n'est autorisé que sur présentation des documents suivants :
  - a. un certificat d'état civil pour les preneurs de prévoyance célibataires. Par ailleurs, la Fondation peut exiger une authentification ou une autre preuve de la signature manuscrite.
  - b. une signature officiellement authentifiée du conjoint, de la partenaire ou du partenaire enregistré du preneur de prévoyance (art. 5 LFLP)
  - c. une copie du dispositif du jugement de divorce pour les preneurs de prévoyance divorcés
  - d. le certificat de dissolution judiciaire pour les partenariats enregistrés dissous
  - e. une copie du livret de famille ou du certificat de famille pour les preneurs de prévoyance veufs
5. La dissolution ou le versement des avoirs du compte ou dépôt de libre passage ont lieu dans les cas suivants prévus par la loi :
  - a. en cas de réalisation du gage suite à la mise en gage conformément à l'art. 30b LPP.
  - b. lorsque la nouvelle institution de prévoyance exige le transfert de l'avoir

- de libre passage
- c. en cas de décision de justice en rapport avec le divorce ou la dissolution judiciaire du partenariat enregistré
  - d. lorsque la nouvelle institution de prévoyance exige le transfert de l'avoir de libre passage
  - e. en cas de décision de justice en rapport avec le divorce ou la dissolution judiciaire du partenariat enregistré
6. En cas de demande de paiement anticipé en espèces, outre la remise des documents mentionnés au chiffre 4, le preneur de prévoyance est tenu d'informer par écrit la Fondation des rachats éventuellement effectués dans les trois dernières années dans la prévoyance professionnelle et, le cas échéant, de fournir des justificatifs.
7. Le preneur de prévoyance assume seul la responsabilité de toutes les conséquences fiscales découlant d'un versement en capital.

#### **Art. 14 Orientation de la prestation**

---

La prestation est, en principe, fournie sous forme de capital est versée dans les 30 jours à compter de la demande complète. Le montant de la prestation correspond respectivement au solde du compte ou du dépôt de libre passage

#### **Art. 15 Mise en gage et cession**

---

Le droit aux prestations ne peut être légalement ni cédé ni mis en gage avant l'échéance. Les art. 16 et 17 demeurent réservés.

#### **Art. 16 Encouragement à l'accession à la propriété**

---

1. Le preneur de prévoyance peut, au sens d'un encouragement à l'accession à la propriété pour son propre compte, mettre en gage ou demander le versement anticipé de son avoir de prévoyance.
2. Un versement anticipé des avoirs ou leur remboursement est possible jusqu'à cinq ans avant l'âge ordinaire de la retraite selon l'AVS. Une mise en gage est possible jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite selon l'AVS.
3. Un versement anticipé est possible tous les cinq ans. Le montant minimum s'élève à 20 000 CHF.
4. Le montant disponible pour le versement ou la mise en gage correspond en principe à l'avoir du compte de libre passage. Lorsque le preneur de prévoyance a dépassé l'âge de 50 ans, il peut uniquement demander le versement de l'avoir de libre passage auquel il aurait eu droit à l'âge de 50 ans ou de la moitié de l'avoir de libre passage existant.
5. Pour les preneurs de prévoyance mariés ou vivant l'époux/du partenaire enregistré au

moyen d'une signature authentifiée est impératif.

6. Par ailleurs, le LPP et l'OELP (Ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement) s'appliquent et leurs directives et dispositions doivent être respectées à tout moment.

#### **Art. 17 Divorce**

---

1. En cas de divorce ou de dissolution d'un partenariat enregistré, le tribunal peut décider du transfert d'une partie de l'avoir de prévoyance acquis par le preneur de prévoyance pendant la durée du mariage ou du partenariat enregistré à l'institution de prévoyance de son conjoint ou du partenaire enregistré.
2. Cette partie de l'avoir de libre passage sera transférée par la Fondation conformément au dispositif du jugement de divorce à l'institution de prévoyance ou de libre passage de l'ayant droit.

#### **Art. 18 Activité indépendante**

---

Le versement en espèces en faveur d'une personne exerçant une activité indépendante ne peut être demandé qu'au moment du début de ladite activité ou dans un délai d'un an après le début de l'activité. Ensuite, un versement n'est possible que s'il a pour objet des investissements professionnels.

#### **Art. 19 Règlement tarifaire**

---

La Fondation se réserve le droit de modifier à tout moment son règlement tarifaire. Le règlement tarifaire en vigueur est disponible sur [www.uvzh.ch](http://www.uvzh.ch) ou [www.unabhaengigevorsorge.ch](http://www.unabhaengigevorsorge.ch) sur demande auprès de la Fondation.

#### **Art. 20 Centrale du 2ème pilier**

---

1. Si la Fondation ne dispose à la date de l'échéance d'aucune directive claire du preneur de prévoyance concernant le versement, ou si les ayants droit ne sont pas clairement identifiés, le montant des avoirs sera transmis à la Centrale du 2ème pilier mais resteront dans la Fondation jusqu'à nouvel ordre.
2. Au bout de dix ans à compter de l'âge ordinaire de la retraite (art. 13 LPP) les avoirs du compte de libre passage doivent être transférés au fonds de garantie LPP. S'il n'est pas possible de déterminer avec précision la date de naissance du preneur de prévoyance, les avoirs de libre passage pour lesquels aucune nouvelle du preneur de prévoyance ou de ses héritiers n'est parvenue à la Fondation pendant dix ans seront transférés au fonds de garantie (art. 41 alinéa 3 et 4 LPP).

#### **Art. 21 Obligation de déclaration fiscale**

---

1. La Fondation est tenue de déclarer à l'administration fiscale le versement d'avoirs de libre passage dans la mesure où la loi ou les ordonnances administratives fédérales ou cantonales l'exigent.
2. Si, au moment du versement, le preneur de prévoyance est domicilié à l'étranger, la Fondation déduit l'impôt à la source de l'avoir de libre passage à verser.

#### **Art. 22 Responsabilité**

---

1. La Fondation n'est pas responsable envers les preneurs de prévoyance des conséquences du non-respect par ces derniers d'obligations légales, contractuelles et réglementaires.
2. Les réclamations du preneur de prévoyance concernant les contrats de toute nature ou les contestations de relevés de compte ou de dépôt de même que les autres communications, sont à effectuer par écrit à la Fondation dès réception de l'avis concerné, dans tous les cas dans les quatre semaines qui suivent. En l'absence de notification, les transactions sont considérées comme confirmées et acceptées. Les conséquences de réclamation ultérieures sont assumées par le preneur de prévoyance. Celui-ci supporte les dommages résultant de son incapacité civile ou de celle de tiers, à moins que la Fondation n'ait été informée de cette incapacité par écrit.

#### **Art. 23 Devoir de diligence**

---

La Fondation s'engage à exécuter tous les actes administratifs relatifs à la convention de libre passage en son âme et conscience et avec le même soin que s'il s'agissait de ses propres affaires. En dehors de ce devoir de diligence, la Fondation est responsable uniquement des violations intentionnelles ou en cas de négligence grave concernant le contrat ou la législation.

#### **Art. 24 Langue de référence**

---

Au cas où des divergences interviendraient au niveau des différentes versions, le règlement en langue allemande est déterminant.

#### **Art. 25 Lacunes du règlement**

---

Dans la mesure où le présent règlement ne prévoirait aucune disposition pour la réglementation d'éventuelles situations particulières, le Conseil de fondation fixe une réglementation y afférente en conformité avec l'objectif de la Fondation.

#### **Art. 26 Modifications du règlement**

---

Le Conseil de fondation est en droit d'opter à tout moment pour une modification du présent règlement. Les modifications sont

notifiées au preneur de prévoyance par écrit ou par notification électronique. Le preneur de prévoyance a la possibilité de consulter la version du présent règlement respectivement applicable sur le site [www.uvzh.ch](http://www.uvzh.ch) et [www.unabhaengigevorsorge.ch](http://www.unabhaengigevorsorge.ch) ou de l'exiger auprès de la Fondation.

#### **Art. 27 Notifications électroniques**

---

La Fondation et la banque de dépôt peuvent répondre à leur obligation de communiquer et de rendre des comptes à l'égard du preneur de prévoyance au moyen de notifications écrites ou sous forme électronique. Les relevés de compte électroniques sont réputés délivrés dès que le client peut les consulter sur le portail client de la Fondation.

#### **Art. 28 Sous réserve des dispositions légales**

---

Les dispositions législatives et réglementaires contraignantes prévalent sur les dispositions contraires du présent règlement et de l'accord de libre passage. Les modifications ultérieures de lois et règlements sont applicables même si elles n'ont pas été notifiées aux preneurs de prévoyance.

#### **Art. 29 For juridique et droit applicable**

---

Le présent règlement est soumis au droit suisse. Le for juridique est le siège en Suisse ou le domicile de la partie défenderesse et au demeurant, le siège de la Fondation. Le preneur de prévoyance a également la possibilité d'introduire une action en justice à son lieu de domicile.

#### **Art. 30 Entrée en vigueur**

---

Le présent règlement entre en vigueur à la date de création de la Fondation.

---

Schwyz, 28 juin 2016

Le Conseil de la Fondation de libre passage  
indépendante Schwyz